

## Ce que José Bové a dit...

vendredi 20 avril 2007, par [BOVÉ José](#), [SOUDAIS Michel](#) (Date de rédaction antérieure : 21 janvier 2007).

**Cette fois, ça y est. José Bové est candidat. Enfin presque... puisque le syndicaliste paysan n'annoncera officiellement sa candidature que le 1<sup>er</sup> février. Mais après la rencontre nationale des collectifs décidés à poursuivre jusqu'au bout l'action pour le rassemblement des antilibéraux, cette candidature, pour laquelle plus de 25 000 personnes ont déjà signé sur internet, ne fait plus de doute. Arrivé samedi après midi à Montreuil, José Bové a pris la parole vers 16h30. Nous vous livrons ici la retranscription de la déclaration qu'il a faite devant les 600 délégués présents. [Michel Soudais]**

Moi j'entends ce qui se dit depuis ce matin, je suis arrivé à midi mais on m'a raconté. C'est vrai qu'il y a quelque chose d'étonnant qui est en train de se passer, et qui me fait un petit picotement dans le ventre et qui me dit que si vous avez envie d'y aller, moi aussi j'ai envie d'y aller. et qu'on a envie d'y aller ensemble.

Je pense que ce qui est important c'est qu'il y a des militants qui depuis des mois se battent pour qu'il y ait des candidatures collectives. Il y a des militants qui se battent pour construire un projet, ces 125 propositions. Et puis il y a un certain nombre d'hommes et de femmes qui se sont battus pour construire ce mouvement, qui se sont battus pour mettre en place les 125 propositions. Et puis ensuite il y a eu toute la dynamique qui s'est lancée et plusieurs se sont portés candidats pour incarner notre rassemblement anti-libéral .

Cela n'a pas été facile et pour chacun d'entre eux, l'idée d'être le ou la candidate cela voulait dire beaucoup de charges, se mettre devant et assumer des responsabilités qui étaient lourdes. C'est pour cela qu'aujourd'hui, pour moi, malgré la division imposée par la LCR, sa direction nationale, qui a jamais voulu entendre ce qu'on leur dit depuis le début : pour nous il n'est pas question de collaboration avec un gouvernement social libéral.

Il convient de dire clairement que **notre projet aujourd'hui n'est pas compatible avec le projet du parti socialiste**. Je ne sais pas comment il faut le dire autrement. Et quand je dis cela je ne jette pas l'opprobre sur les militants socialistes, il y en a beaucoup qui ont milité avec nous et grâce auxquels on a pu aussi gagner contre le traité constitutionnel. Alors je crois qu'il faut que l'on mène un combat politique pour dire nos programmes ne sont pas compatibles. Mais pour autant ces militants socialistes ne sont pas nos adversaires principaux. Ne nous trompons pas, et si Olivier Besancenot n'a pas entendu ce que l'on disait c'est qu'il n'a pas voulu l'entendre.

Si ensuite Marie-George Buffet et la direction du parti communiste ont fait semblant de jouer le jeu unitaire en construisant depuis le début un enfermement des collectifs, en retournant la logique du double consensus à son avantage, pour faire croire que c'était au nom de la démocratie qu'elle se présentait, eh bien c'est pas pour autant que les militants communistes sont nos adversaires. Même ceux qui ont signé en toute bonne foi pour la candidature de Marie Georges Buffet. Et je le dis d'autant plus facilement que les bagarres on les a menées ensemble. On les a menées ensemble sur le terrain.

Je l'ai dit plusieurs fois, je ne vais pas le redire, mais je crois que ce qui est important c'est qu'on désigne aujourd'hui très clairement notre adversaire qui est effectivement le projet libéral, qu'il soit social démocrate ou qu'il soit de droite. C'est cela d'abord notre combat. C'est donc pour cela qu'à un moment sous forme de boutade j'avais dit, puisqu'on n'arrive pas à trouver de candidat je suis sûr que l'on trouvera quelqu'un dans le bottin qui s'appellera programme, et on le mettra sur le bulletin de vote. Mais cela ne serait pas sérieux.

**Il y a eu une pétition**, suite à toute cette désillusion que nous avons eu ensemble. Chacun est rentré dans son coin et il y a eu des copains, des militants que moi je ne connaissais pas qui ont lancé cette pétition. C'est Rémy Jean, c'est Yannis, c'est toute cette équipe-là, qui a dit : on ne peut pas accepter cette situation. Ils ont lancé cette pétition, eh bien aujourd'hui on voit ce qui est en train de se passer. Si on rajoute les collectifs anti-libéraux à ceux qui ont signé la pétition eh bien c'est un sacré mouvement qui est en train de se mettre en marche.

Pour moi, maintenant, il faut effectivement être en capacité de réunir à la fois la mise en mouvement des collectifs, la mise en mouvement des pétitionnaires qui sont aujourd'hui des gens invisibles, mais qui doivent être des militants dans le mouvement et qui ont autant le droit à la parole que ceux qui sont inscrits dans la politique depuis longtemps.

Et ensuite il y a aussi un troisième niveau, c'est que il y a beaucoup d'élus qui ont pris la parole et c'est avec ces élus là aussi qu'on va construire autrement parce qu'il y a les législatives, il y a la présidentielle et il y aura ensuite les municipales. Il ne faudra pas qu'on laisse tomber les copains qui se sont engagés avec nous, dans ce mouvement contre la logique libérale.

Dernier point, si on est capables de réunir ces éléments, si on est capables de construire cela collectivement, il va de soi, que **la démarche sera une démarche collective**, comme elle l'a été depuis le début. Chacun a sa personnalité, mais moi je ne conçois pas une campagne sans Patrick Braouezec, sans Clémentine Autain, sans Yves Salesse, sans Claude Debons. La question ce n'est pas l'ego, ce n'est pas la personne. **Moi je serais un nom sur un bulletin de vote**. Mais cette campagne n'a de sens que si chacun d'entre nous est le porte-parole du mouvement.

Alors on a du boulot sur la planche. Demain il faut qu'on travaille il faut qu'on soit sûrs qu'on soit en capacité de mener ce travail jusqu'au bout. Alors, je veux rester prudent, je ne vous dit pas, ce soir, on est parti et demain on va gagner. Je crois c'est qu'il faut qu'on soit capable.

Demain il faut continuer à travailler, vérifier que tous les paramètres sont réunis dans la semaine qui vient. Et le 1<sup>er</sup> février être capable de dire : on y va.